



TOTAL : QUAND LE SAGE DÉSIGNE LES SUPER PROFITS, L'IDIOT CRITIQUE LA PAIE DE L'OUVRIER...

> le billet

RAFFINERIES : UNE SEULE SOLUTION, LA NÉGOCIATION !

La colère des salariés est légitime et les raisons de faire grève sont nombreuses : salaires, retraites, protection sociale, reste à vivre... Le patron de Total a augmenté son salaire de 50% et gagne 500 000€ par mois. Les actionnaires de l'entreprise ont touché 2,6 milliards de dividendes, le groupe a fait 5,7 milliards d'euros de bénéfices au premier trimestre 2022 et devrait atteindre les 36 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année.

Mais pour les salariés, la direction a juste accordé 3,5% en 2022 et renvoie à des négociations pour les salaires en 2023 ! Les salariés revendiquent une augmentation de 10 % sur l'année 2022, dont 7 % pour l'inflation et 3 % pour le partage des richesses, au regard des bénéfices records de ces groupes. Ils sont en grève depuis le 20 septembre chez Exxon Mobil et depuis le 27 septembre chez TotalÉnergie.

Cette lutte signifie une perte de salaire pour les grévistes mais aussi un manque d'approvisionnement en carburants dans les stations-services, en particulier pour ceux qui doivent prendre leur voiture pour aller au travail.

L'objectif des grévistes n'est évidemment pas de gêner les usagers mais d'obliger les patrons à négocier. Il est inacceptable que des élus remettent en cause le droit de grève, droit constitutionnel, en appelant à briser la grève par le pourrissement et y compris par le recours à la force. Il est tout aussi inacceptable que Macron brandisse la menace de la réquisition. Rappelons qu'en 2010, le gouvernement Sarkozy s'était essayé aux réquisitions et avait été condamné par l'OIT.

Les compagnies pétrolières réalisent des bénéfices obscènes sur notre dos à tous et bénéficient d'aides publiques payées par nos impôts directs et indirects. Les seuls responsables de la pénurie sont Exxon et Total qui ne veulent surtout pas partager leurs profits et qui prennent les automobilistes en otages. La négociation est la seule solution.

MARIE-ROSE PATELLI

HAUTE-MARNE : FINI LE TGV ?

La SNCF reniant ses engagements veut supprimer les arrêts TGV. Un communiqué du syndicat CGT des Cheminots de Chalindrey

ROLAMPONT/BUSINESS

Guéguerre autour d'un plateau technique qui sera géré par... un groupe privé...

• PAGE 2

HAUTE-MARNE, UN DÉPARTEMENT À LA PEINE

Hôpitaux, désert médical, transports (TER/TGV, réseau de bus) logements, services publics à l'agonie, la Haute-Marne en perdition ?

• PAGE 3

AVEC LES FEMMES IRANIENNES

Et une chanson : Barayé (Pour l'homme, la patrie, la prospérité/ Pour la femme, la vie, la liberté...

• PAGE 3

VIVE LE SYNDICALISME QUI LUTTE ET NOS BRÈVES

• PAGE 4

ET N'OUBLIEZ PAS L'EXPO D'OCTOBRE

RÉTROSPECTIVE JEAN-CLAUDE BLANCHARD



SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 OCTOBRE DE 10H À 19H

MAISON DES CARMÉLITES 83 rue Victoire de la Marne 52000 Chaumont

ROLAMPONT/ BUSINESS ?

Avec l'ex-futur nouveau projet d'organisation hospitalière concocté par le conseil de l'Ordre des médecins, qui préconise une plateforme technique à Rolampont, on peut, sans être devin, penser que celle-ci sera confiée au groupe privé Elsan, leader de l'hospitalisation privée, déjà présent en Haute Marne. La nature des soins dispensés, parmi les plus lucratifs de notre système de santé, attire les vautours au détriment du secteur public.

La commission européenne a entériné l'acquisition du contrôle exécutif d'Elsan par KKR (ne pas confondre avec Klu Klux Klan), une entreprise d'investissement américaine. Ces intérêts privés sont financés par des fonds issus de l'assurance maladie, des cotisations de sécurité sociale salariales et patronales et de la CSG ! Rolampont, nouvel Eldorado américain et les Haut-Marnais, des Apaches dans leur réserve ?

Cette pratique n'est pas propre à notre département, le docteur Christophe Prudhomme*, dans un billet d'humeur intitulé « Médecins et Businessmen », balaie d'autres exemples de ses confrères, lancés dans les affaires sur le dos de la sécurité sociale. Il évoque Orpéa, aujourd'hui 170ème fortune française, la start-up Nation promue par Macron et les sociétés Qare ou Medadom qui débauchent avec forte prime des médecins pour développer la télé-médecine, au mépris de l'Humain, ou encore Happytal (il fallait le trouver), service de conciergerie qui gère le paiement de chambres seules. Noé Santé, choisie par l'AP-HP « facilite » le retour à domicile, et donc fait sortir les patients le plus vite possible pour libérer des lits.

La liste n'est pas exhaustive, mais le plus scandaleux est que cette casse du service public est soutenue par les ARS avec les fonds de la sécurité sociale et par l'ex-directeur général des hôpitaux de Paris, Martin Hirsch.

Et le docteur Prudhomme de conclure, « tout cela est présenté comme légal mais, pour beaucoup, apparaît comme immoral et en contradiction avec la déontologie qui régit notre profession...le mélange entre médecine et business apparaît comme particulièrement scandaleux ».

LOUIS LAPRADE

*médecin urgentiste au Samu de Seine Saint-Denis, porte-parole de l'association des médecins urgentistes hospitaliers de France

HAUTE-MARNE : PLUS DE TGV ?

Le TGV ne s'arrêtera plus en Haute-Marne. Ainsi en a décidé la SNCF, autoritairement, en utilisant une recette vieille comme le monde. On commence par faire une étude ou des travaux, le but réel étant de supprimer des arrêts, des lignes ou les deux...

Les travaux, terminés depuis juin dernier, n'étaient donc qu'un prétexte. La SNCF a donné ses raisons dans un communiqué de presse pour le moins laconique : « la liaison TGV n'a jamais trouvé un niveau de trafic de longue durée significatif. Les déplacements étaient par ailleurs essentiellement d'ordre régional ou interrégional ».

Dans une déclaration, le syndicat CGT des cheminots de Chalindrey met les choses au point. Après avoir souligné qu'une fois de plus, la direction SNCF ne respecte pas ses engagements, la CGT rappelle qu'il y a bien une volonté de réduire encore une offre de transport ferroviaire dans un bassin de vie et d'emploi oublié.

Il a fallu batailler pour que les horaires de ce TGV soient mieux adaptés le matin pour Nice et le soir pour Metz... La direction SNCF estimait déjà à l'époque que l'affluence voyageurs n'était pas au rendez-vous et sans nos interventions et comptages précis, celui-ci aurait été supprimé après deux ans de circulation...

La direction s'est appuyée sur les travaux en gare de Lyon Part-Dieu pour mettre fin à cette relation appréciée des usagers de Haute-Marne, mais aussi de ceux de Troyes ou Neufchâteau qui empruntaient ce TGV plus rapide et moins onéreux que de passer par Paris.

Les usagers, les politiques et le syndicat CGT des cheminots de Chalindrey sont en colère. Une colère légitime car l'engagement de la SNCF d'un retour du TGV après les travaux est oublié.

Le TGV doit de nouveau s'arrêter en Haute-Marne. C'est une exigence et c'est possible. Il faut juste que la direction de SNCF Voyage ait la volonté de faire circuler ce TGV via Neufchâteau, Chalindrey et Dijon et ne plus passer par Marne-la-Vallée. La SNCF a tellement dégradé l'offre ferroviaire sur le sud haut-marnais, qu'il est de plus en plus compliqué de se rendre au travail ou de suivre des études sur Dijon, Reims et Nancy.

Le retour du TGV, des TET, trains de nuit ou TER en Haute-Marne est primordial pour le développement de notre département. Le syndicat CGT des cheminots de Chalindrey affirme qu'il est possible de le faire puisque le nœud ferroviaire de Chalindrey est la croisée des lignes venant de Paris, Troyes, Reims, Chaumont, Nancy, Vesoul et Dijon.

D'après le communiqué du syndicat CGT des cheminots de Chalindrey



NOVLANGUE

Ne dites plus "pauvre qui n'arrive plus à se chauffer", mais "Français en situation de sobriété subie" dicit Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique. On n'a rien inventé de mieux que la bêtise pour se croire intelligent écrivait Amélie Nothomb...

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

- Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu.
- Merci à Jacqueline, Daniel, Isabelle, Josette, Jean-Louis, Richard, Jean-Claude, Arlette,
- Liliane, Anne, Marine, Chantal, Denise, Éric, Élise, Josette, Jean-Louis, Jacqueline,
- Sylvie, Gérard, Robert, Jacques, Richard, Christian, Francis et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom : Verse..... euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES IRANIENNES

Mahsa Jina Amini est décédée le 16 septembre, trois jours après son arrestation pour infraction au code vestimentaire de la République islamique, **pour une mèche de cheveux dépassant de son voile**. Elle avait 22 ans. Sa mort a soulevé des vagues de protestations et de manifestations dans de nombreuses villes iraniennes, d'une ampleur rare. Cette protestation s'est étendue partout dans le monde. Nous publions en solidarité la traduction d'un texte du chanteur pop iranien Shervin Hajipour en hommage à Mahsa. Le chanteur a été réduit au silence mais sa chanson est devenue l'hymne du mouvement de protestation...

BARAYÉ

Pour danser dans la rue
Pour la peur de s'embrasser
Pour ma sœur, ta sœur, nos sœurs
Pour changer une mentalité pourrie
Pour la honte du manque d'argent
Pour l'absence d'une vie normale
Pour l'enfant qui ramasse les ordures et ses rêves
Pour cette économie corrompue
Pour cet air pollué
Pour l'avenue Vali-Asr et ses arbres fatigués
Pour le guépard en voie probable d'extinction
Pour les chiens innocents interdits
Pour les pleurs ininterrompus
Pour l'image répétée de cet instant
Pour un visage qui sourit
Pour les étudiants, pour l'avenir
Pour ce paradis obligatoire
Pour les élites emprisonnées
Pour les enfants afghans
Pour tous ces « pour » à l'infini
Pour ces slogans vides
Pour les ruines des maisons mal construites
Pour la sérénité
Pour la lumière qui revient après ces longues nuits
Pour les tranquillisants et les somnifères
Pour l'homme, la patrie, la prospérité
Pour la fille qui voulait être un garçon
Pour la femme, la vie, la liberté
Pour la liberté
Pour la liberté
Pour la liberté...



> haute-marne

UN DÉPARTEMENT RURAL À LA PEINE

Santé (hôpitaux, désert médical), déplacements (TER/TGV, réseau de bus) logements locatifs (HLM et privés), mairies en congès à la peine, services publics à l'agonie, démographie en déclin accéléré. Ces derniers temps, il est plus court d'énumérer les sujets de l'actualité locale qui vont bien (rares) que ceux qui virent au vinaigre. Le tout sous les feux d'un gouvernement incapable de régler les problèmes qui s'accumulent.

Comme dans l'ensemble du pays, la population haut-marnaise subit les contrecoups des crises successives. Mais le vécu et le ressenti ne sont pas identiques selon le territoire.

Si le tiers de la population française vit en milieu rural, la Haute-Marne fait partie des 15 départements les plus ruraux. Ce qui implique des particularités qui n'apparaissent pas, a priori, dans les statistiques. Le logement en est un exemple concret.

À Chaumont, le locatif représente 60 % du parc dont les deux tiers en HLM avec un « âge moyen d'au moins 43 ans », dixit la maire et présidente de Chaumont-Habitat.

Passons sur la déclaration rituelle qui renvoie les responsabilités soit aux locataires (cochons de payants), soit aux prédécesseurs d'il y a 15 ans et plus. Si la maire a versé une larme pour le million d'euros perdu par le bailleur avec la retenue de 5 € d'APL décidée par l'Etat, par contre, elle n'a pas eu un mot d'empathie pour les locataires les plus modestes qui ont eu, eux aussi, à subir cette ponction. Pour eux, c'est la double peine : porte-monnaie et entretien réduits.

LE DESSIN DU MOIS



Dans le reste de l'Agglo, la proportion est inversée avec près de 2/3 de propriétaires qui, du point de vue de l'Insee, comptent pour zéro dans le calcul de la hausse des prix du logement. Celui-ci ne tient nul compte de l'ancienneté ou de la vétusté du bâti dont 60 % date de plus de 50 ans en Haute-Marne. D'où un surcoût en entretien et en énergie pour le chauffage comme pour le déplacement.

L'exemple du logement n'est qu'une illustration des problèmes énumérés plus haut. Les uns et les autres sont durement impactés par la hausse non maîtrisable des tickets de caisse dans les commerces ou à la pompe.

En effet, l'alimentation et l'énergie nécessaires pour un bien-vivre a minima culminent largement aux alentours des 12 à 15 % de hausse. Cela rend pour le moins dérisoire la part qui leur est réservée depuis un an dans le calcul de l'IPC (indice des prix à la consommation) de l'Insee.

Dans ces conditions, diviser, voire opposer, dans notre département, les ruraux aux « rurbains » ne sert qu'à masquer le fond des problèmes.

G. TARDENOIS

> humeur

CHOCOLAT

Monsieur le président de l'UCIA, Lorsque vous avez poussé votre coup de gueule contre les manifestants et le culot jusqu'à demander au préfet d'interdire les manifestations à Chaumont, ma réaction a été de dire : il ne sait pas que parmi les manifestants, il y a aussi des clients de son magasin.

Bien que je sois amatrice de bon chocolat, j'ai décidé alors de boudier les vôtres ...

Aujourd'hui je reçois, avec le Jhm, la plaquette de l'UCIA pour les Automnales où vous donnez la parole au député du RN.

Contre les manifestants, pour l'extrême droite, au moins désormais c'est très clair, vous me confortez dans mon choix, je ne mettrai plus jamais les pieds dans votre boutique !

ADRIANA FERNANDEZ

> syndicalisme

DANS LA LUTTE OBSTINÉE DE CE TEMPS QUOTIDIEN !

Au marché et dans bien d'autres endroits, le syndicat CGT des retraités plante le décor !

Lors de la distribution de notre bulletin, le samedi matin au marché, les échanges sont fructueux et les retours élogieux. C'est le rendez-vous hebdomadaire, des militants tenaces et courageux, y sont attendus.

Les encouragements reçus avec fraternité montrent bien l'efficacité de cette action.

Nous dérangeons, certes. Mais tant mieux ! Cela nous confirme dans notre rôle de militants, car transpire la vérité de l'attente, du désarroi, de l'inquiétude des gens.

Notre action permet d'ouvrir un vrai débat, pas celui de la haute sphère, mais celui des murmures de la rue, de l'écho des quartiers d'habitations de seconde zone. Les besoins sociaux, économiques et environnementaux justifient notre action revendicative.

Nous dénonçons les injustices sociales. Avoir été peut-être utile, c'est un rêve modeste et fou, cela nous invite, nous engage à continuer la lutte. Tous les hommes sont égaux et l'injustice rebelle !

ALAIN LESUISSE

(merci à Louis Aragon et à Jean Ferrat)

MAUDITE SOIT LA GUERRE

Une députée irlandaise, Clare Daly, déclarait récemment au Parlement européen: «l'opposition à l'horrible folie qu'est la guerre n'est pas anti européenne, ni anti-Ukraine, ni pro-Russe, c'est du bon sens, la classe ouvrière n'a rien à gagner dans cette guerre».

Le conflit en Ukraine ne doit pas se solder par une domination économique américaine et un affaiblissement de l'UE", déclarait lundi Bruno Lemaire à l'Assemblée nationale. "Nous ne pouvons pas accepter que notre partenaire américain vende son gaz quatre fois le prix auquel il le vend à ses industriels."

Question : Qu'avons nous à gagner dans cette guerre qui n'est pas la nôtre ? des prix de l'énergie qui explosent, des coupures d'électricité. Alors pendant que la presse tape sur les grévistes de Total, il est bon de se demander qui nous entraîne dans cette gabegie !

APRÈS COVID TRACKER, KWATT TRACKER ?

Le bison futé de l'électricité arrive à la télé. Tous les soirs après la météo, il nous faudra suivre les alarmes électricité !

Si c'est rouge, j'éteins tout et je reste dans le noir et le froid, si c'est orange, je choisis entre le chauffage et la lumière, si c'est vert, je peux même faire un gratin au four... "Je baisse, j'éteins, je décale" le nouveau slogan de la Macronie qui nous prend encore pour des imbéciles !

150 EUROS PAR MOIS (MAIS PAS POUR TOUS)

L'État va verser une aide financière de 150 euros par mois aux familles françaises qui hébergeront des réfugiés ukrainiens, a annoncé le ministre délégué à la Ville et au Logement. Mais rien pour les autres réfugiés qui fuient d'autres guerres (Syrie, Yémen, Éthiopie, Haïti, Afghanistan...). Seulement pour les Ukrainiens !

Le gouvernement a l'aide sélective, et il faut souligner qu'avec 150 euros par mois pour des dépenses supplémentaires en chauffage, eau, nourriture, ça ne va pas aller loin. Bref, une honte de plus ! Ce gouvernement logé, chauffé, nourri par nous tous, n'a vraiment plus aucune notion du coût de la vie !

L'Élysée prévoit une hausse de son budget de 5,2 milliards d'euros en 2023, soit 5% de plus par rapport à 2022. Le budget de la présidence sera d'environ 115 millions d'euros.

DES MUNITIONS POUR L'UKRAINE...

Le ministre des Armées annonce que la France va consacrer 2 milliards d'euros en 2023 pour acheter des munitions. La guerre en Ukraine se poursuit tandis que les voies diplomatiques, déjà étroites, se ferment une à une. Outre les horreurs de la guerre sur le terrain, ce conflit

alimente des spéculations éhontées dont les consommateurs, notamment européens, commencent à payer le prix, et ce n'est que le début ! Le gouvernement en profite pour continuer son travail de sape de notre édifice social, cherchant à culpabiliser et à précariser encore plus les chômeurs, et à imposer sa réforme des retraites.

160 MILLIARDS D'AIDES PUBLIQUES PAR AN : UN « POGNON DE DINGUE » POUR LES ENTREPRISES

Des chercheurs lillois chiffrent à au moins 157 milliards d'euros par an les aides publiques à destination des entreprises. Médiapart (mardi 12 octobre) note que cela en fait le premier poste du budget de l'État.

Le ministère de l'Économie et des Finances ne veut rien communiquer dans le détail à ce sujet, au motif que « les chiffres sont trop difficiles à articuler », nous a-t-on fait savoir lors de la présentation du projet de loi de finances 2023, le 26 septembre.

On imagine pourtant qu'avec sa horde de techniciens surdiplômés, Bercy pourrait, s'il le souhaitait, dénicher ces chiffres sans trop de soucis. On ne saurait que trop l'y inciter pour éclairer les débats démocratiques et parlementaires actuels.

(Médiapart)



BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

À renvoyer : Syndicat CGT des retraités de Chaumont 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont